

## Quatre autocraties ou dictatures en Amérique centrale dont personne ne parle

Par Benjamin Lisan, le 12/02/2023

Tout le monde connaît les dictatures, implantées depuis longtemps, du Venezuela (depuis 2009 et 14 ans), en Amérique du Sud, d'Hugo Chavez puis de Maduro, et de Cuba (depuis 1959 et 64 ans), dans les Caraïbes, de Fidel Castro, puis de Raoul Castro enfin de Miguel Díaz-Canel.

Mais qui connaît ces petits états d'Amérique centrale, qui sont soit des dictatures, soit des pays subissant actuellement des dérives autoritaires (?) :

- Le Salvador : à la tête duquel a été élu démocratiquement Nayib Bukele, qui y a instauré l'état d'urgence, au prétexte de lutte contre le crime organisé.
- Honduras : Xiomara Castro, élue démocratiquement, qui a instauré l'état d'urgence le 25 novembre 2022, pour faire face à la criminalité, en prenant exemple sur le régime de Bukele.
- Guatemala : Alejandro Giammattei, élu démocratiquement en juin 2019, qui s'attaquent aux procureurs, journalistes, opposants, ces derniers étant arrêtés pour le moindre prétexte.
- Nicaragua : dictature de Daniel Ortega.

A noter que le Honduras, le Guatemala et le Salvador, appartiennent au « *triangle de la mort* » en Amérique centrale, une région minée par la violence, la pauvreté et la corruption.

C'est Biden qui a voulu aussi que le Venezuela, de Chavez puis de Maduro, et Cuba soient des dictatures ?

## 1 Le Salvador

### 1.1 Un pays violent et criminel

Au Salvador, la guerre des gangs fait rage depuis plus de trente ans. Le pays hors zone de guerre, enregistre le taux d'homicide le plus élevé au monde.

En mars 2022, une vague d'assassinats a fait 87 morts en deux jours. Le MS 13 et le Barrio 18, deux gangs rivaux, ont fait vivre au pays les deux jours les plus meurtriers des dernières décennies.

### 1.2 Le nouveau président Nayib Bukele Ortez

Nayib Bukele Ortez, est président de la République depuis le 1er juin 2019.

Il est le fils d'Olga Ortez de Bukele, chrétienne, et d'Armando Bukele Kattán, un homme d'affaires d'origine palestinienne, chrétien converti à l'islam et devenu imam, et figure influente dans la vie politique et de la communauté musulmane du pays.

Candidat du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), il est élu maire de Nuevo Cuscatlán en 2012 puis de San Salvador en 2015.

Lors de l'élection présidentielle de 2019, se présentant sous l'étiquette de la Grande alliance pour l'unité nationale (GAN), il est élu au premier tour avec 53,1 % des voix. Il devient le premier président depuis la fin de la guerre civile, en 1992, à ne représenter aucun des deux principaux partis salvadoriens (ARENA et FMLN).

Après avoir composé à ses débuts avec un Parlement lui étant hostile, il voit son nouveau parti, Nouvelles Idées, remporter largement les élections législatives de 2021, ce qui acte la fin du bipartisme dans le pays [1].

### 1.3 Élection présidentielle de 2019

Il se présente comme candidat de la Grande alliance pour l'unité nationale (GANAN), un parti conservateur classé au centre droit, à l'élection présidentielle de 2019. S'affichant comme « anti-système », il domine le débat en se focalisant sur l'importante criminalité due notamment aux gangs, ainsi que sur la pauvreté que connaît le pays. Âgé de 37 ans, il mène une campagne axée sur les jeunes générations, très dure avec le personnel politique classique.

Dès le premier tour, le 3 février, il est élu, avec 53 % des voix exprimées [1].

### 1.4 Politique sécuritaire

Dans le même temps, les opérations de police ordonnées par Nayib Bukele donnent des résultats, tandis qu'un accord conclu entre la MS-13 et Barrio 18, les principales maras (organisations criminelles ultra-violentes) du pays, aurait conduit à une diminution des règlements de compte dans le pays.

Ses discours enflammés sur la lutte contre la corruption et la criminalité lui valent un niveau de popularité record au début de l'année 2020 (80 % d'opinions favorables selon plusieurs sondages). Pour Jeannette Aguilar, consultante sur les thèmes de sécurité et justice, les discours du président relèvent du « *marketing médiatique* », affirmant que « *Bukele se présente comme l'homme fort qui soumet les criminels, mais lorsqu'il était maire de la capitale, il avait conclu des accords avec les gangs pour gouverner en paix.* ».

Le site d'investigation El Faro indique en septembre 2020 que Nayib Bukele négocie secrètement depuis un an un accord avec le plus puissant gang du pays, la Mara Salvatrucha. Le journal El País estime que la baisse des homicides dans le pays n'est pas due à la politique sécuritaire du gouvernement mais « *à un échange de bons services* » : en contrepartie d'un assouplissement des conditions de détention de ses membres et d'autres promesses, le gang se serait engagé à réduire le nombre d'assassinats et à soutenir la formation politique de Nayib Bukele lors des élections.

### 1.5 Répression des journalistes et de l'opposition

Nayib Bukele a démenti avec vigueur et annoncé peu après l'ouverture d'une enquête pour « une grave affaire de blanchiment d'argent » concernant le média en ligne El Faro. Il a également été accusé par Laura Andrade, la directrice de l'Institut sur l'opinion publique de l'Université centroaméricaine, d'essayer d'« affaiblir » plusieurs titres de presse indépendante (notamment la revue Factum, le quotidien La Prensa Grafica et la revue Gato Encerrado, selon Oscar Martínez, l'un des directeurs d'El Faro) et ONG critiques envers son gouvernement [2].

Óscar Martínez est un journaliste d'investigation spéciale et écrivain salvadorien [auteur de "El Niño de Hollywood" et de "Les morts et le journaliste"] qui travaille pour ElFaro.net, journal en ligne spécialisé sur les sujets de violence, migration et crime organisé. Il a révélé que Bukele avait négocié avec les chefs de gang pour obtenir leurs soutiens électoraux et qui dénonce la dérive autocratique de Bukele, qui a mis au pas l'Assemblée législative, les procureurs, l'exécutif. Seule la Cours suprême de justice tente de rester indépendante alors que Bukele essaye de la mettre au pas [4].

Les journalistes du média El Faro ont été placés sur écoute, leur identité, leurs adresses ont été révélés sur les réseaux sociaux, les mettant en danger, provoquant l'exil de la moitié de la rédaction d'El Faro à l'étranger [4].

Bukele est en train de faire construire une prison, pour 40.000 détenus, édifée dans une zone écartée à 74 kilomètres au sud-est de la capitale, San Salvador, et présentée par les autorités comme « *la plus grande de toute l'Amérique* » [3].

Le 11 janvier 2023, le gouvernement salvadorien ordonne l'arrestation de cinq figures de la lutte contre les mines et la défense de l'eau, qui avaient joué un rôle de premier plan dans la campagne pour l'interdiction minière de 2017. Sous l'administration de Bukele, le Salvador semble proche d'annuler l'interdiction minière et a rejoint le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière financé par le gouvernement canadien et a adopté une loi pour créer une Direction des hydrocarbures, de l'énergie et des mines.

À la suite de la victoire du parti de Bukele, lors des élections législatives de février 2021, les autorités prennent une série de décisions interprétées comme une dérive autoritaire : les membres de la Cour suprême et le procureur général sont révoqués et remplacés par des fidèles du président, les juges âgés de plus de soixante ans sont mis à la retraite, la commission anti-corruption mise en place par l'Organisation des États américains est dissoute, des ministres appartenant à l'ancien gouvernement sont arrêtés et la Constitution est amendée afin de permettre au président d'effectuer plusieurs mandats. Nayib Bukele se rêve en leader d'une Amérique centrale autoritaire [4].

En réalité, Bukele utilise la violence, souvent arbitraire, de la police et de l'armée, pour faire régner l'ordre. La justice qu'il a mise en place est sans garde-fou. La maltraitance dans les prisons y est généralisée. Les ONG de défense des droits de l'homme signalent les cas de tortures et de morts inexplicables. En huit mois, près de 60 000 personnes sont emprisonnées, soit 2 % de la population derrière les barreaux. Innocents et coupables sont mêlés aux membres des gangs les plus dangereux du monde [4].

## 1.6 Style, communication, populisme

Il fait une campagne présidentielle « post-idéologique » en 2019, dénonçant la corruption et les partis politiques traditionnels, tout en bénéficiant d'une image jeune et irrévérencieuse. Il s'auto-proclame le « dictateur le plus cool du monde ».

À l'instar du président américain Donald Trump, il communique essentiellement sur les réseaux sociaux.

El País América relève à son sujet en 2021 : « *Véritable président du XXI<sup>e</sup> siècle proche du peuple, selon ses partisans, provocateur qui distille un discours de haine, selon ses opposants, Nayib Bukele est un personnage clivant qui a bouleversé la politique salvadorienne en moins de deux ans. Et bénéficie d'un taux de popularité unique dans l'histoire du pays.* ».

Il affiche un style décontracté, qui se veut jeune (jeans, t-shirt, débardeur).

Nayib Bukele fait en septembre 2021 du bitcoin la monnaie officielle au Salvador au même titre que le dollar américain [1].

## 1.7 Politique étrangère

Peu après son investiture, Nayib Bukele rompt les relations diplomatiques avec le Venezuela, expulse les diplomates vénézuéliens et reconnaît l'opposant Juan Guaidó comme nouveau président de ce pays. Sa décision est saluée par l'ambassade des États-Unis.

Il rompt aussi les relations avec la République sahraouie, refuse l'ouverture d'une ambassade palestinienne, et supprime les programmes cubains d'aide médicale.

Ses rapports avec les États-Unis se détériorent en 2021, à la suite d'un rapprochement commercial avec la Chine, qui a procuré au Salvador des vaccins contre la Covid-19 et une aide économique. Les autorités américaines publient en réaction une liste de « fonctionnaires corrompus » appartenant à l'entourage de Nayib Bukele, incluant notamment son chef de cabinet, l'ancien ministre de la Sécurité et le président du parti GANA.

## 1.8 Prises de position

Il défend des conceptions économiques plutôt libérales, estimant que « *plus d'impôts [signifie] moins d'opportunités* » et indiquant ne pas être « *en faveur de la réduction des libertés économiques.* » Il considère que la pauvreté doit être combattue au moyen de mesures de lutte contre la corruption (« il y a assez d'argent quand personne ne vole ») plutôt que par la mise en œuvre de politiques redistributives.

Sur le plan sociétal, il est opposé au mariage homosexuel et à l'avortement, à l'exception du cas où la vie de la mère est en danger [1].

## 2 Le Honduras

### 2.1 Pays violent, à forte criminalité et très inégalitaire

Depuis le début du xxie siècle, le pays doit faire face à la montée de la violence, impliquant notamment des gangs de mineurs (Maras) : une commission interministérielle permanente pour l'intégration morale et physique des enfants a recensé 744 meurtres de mineurs entre 1998 et 2005.

Depuis le coup d'État de 2009, le Honduras présente le taux le plus élevé d'assassinats politiques dans le monde, par rapport à sa population. Les écologistes et syndicalistes sont particulièrement ciblés par ces assassinats, alors que l'impunité des crimes sociaux et politiques avoisine les 95 %.

Le Honduras détient depuis plusieurs années l'indice le plus élevé d'homicides volontaires avec, en 2012, 90,4 homicides pour 100 000 habitants (soit 7 172 homicides) notamment du fait de la présence de gangs mafieux « ultra violents » nommés maras. Cet indice serait en baisse en 2013 et 2014. La criminalité est principalement liée au trafic de stupéfiants et aux extorsions de fonds. Les touristes n'échappent pas aux agressions. Les journalistes et les opposants politiques sont également les victimes de ces violences.

Un procureur américain décrit en 2021 le Honduras comme un « narco-État » tant les relations entre les milieux criminels, les milieux d'affaires et les responsables politiques sont profondes.

La violence est également alimentée par l'accaparement des terres pour les industries extractives, contre lesquelles les nombreuses communautés autochtones tentent de se défendre.

Les gangs mafieux sont parvenus à s'introduire profondément au sein des forces de police, « pourries jusqu'à la moelle » selon les déclarations d'un ancien officier de police abattu deux semaines plus tard, et les assassinats politiques sont fréquents. En 2016, une commission spéciale pour la purge et le processus de transformation de la police nationale est mise en place pour mener une enquête parmi les forces policières : plus de 5 000 des 17 000 policiers du pays ont été renvoyés à cette occasion. La classe politique est elle aussi particulièrement corrompue, dont le Parti national du Honduras au pouvoir, qui détournait jusqu'à l'explosion du scandale des millions de dollars des services publics pour alimenter ses propres finances.

L'élection présidentielle hondurienne de 2017 voit la réélection, contestée par l'opposition, du président Juan Orlando Hernández. Ce dernier est lui-même cité dans plusieurs procès pour sa collaboration avec les narcotrafiquants, cherchant à utiliser sa proximité avec l'administration Trump pour « inonder les États-Unis de drogue »

La vie politique du pays est fortement dominée par le Parti national et le Parti libéral. En 2021, il est mis un terme à l'alternance plus que centenaire entre ces deux partis politiques avec l'élection de Xiomara Castro à la tête du pays et de son parti Liberté et refondation.

Le Honduras était le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine en 2016.

Le pays est l'un des pays d'Amérique centrale les plus touchés par le sida.

L'avortement est interdit et puni de prison. Le Parlement fait inscrire en janvier 2021 dans la Constitution l'interdiction totale de l'avortement ainsi que l'interdiction du mariage homosexuel [5].

## 2.2 Atteintes aux Droits de l'homme

L'élection présidentielle de 2017 donne lieu à des accusations de fraudes. L'Organisation des États américains recommande la tenue d'un nouveau scrutin. Le gouvernement déclare l'état d'urgence. Une trentaine de manifestants sont tués et plus de huit cents arrêtés. D'après l'ONU et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, « beaucoup d'entre eux ont été transférés dans des installations militaires, où ils ont été brutalement battus, insultés et parfois torturés » [5].

## 2.3 Exercice du pouvoir de Xiomara Castro depuis 2021

Elle hérite d'un appareil d'État profondément corrompu, ce qui la conduit à choisir d'extrader aux États-Unis son prédécesseur Juan Orlando Hernández, pour ses liens avec le narcotrafic, plutôt que de le remettre au système judiciaire hondurien. Son gouvernement demande l'aide des Nations unies pour créer une commission internationale de lutte contre la corruption.

Les dépenses sociales sont accrues avec notamment la mise en place d'un nouveau programme ciblant les familles en situation d'extrême pauvreté.

Elle est confrontée à la forte vulnérabilité du Honduras face aux pressions américaines visant à maintenir le Honduras au sein des régimes de libre-échange régionaux et la présence de l'armée américaine sur son territoire. En outre, la Cour suprême, dont les membres ont été nommés par les précédents gouvernements, fait obstacle à certains de ses projets de réformes, comme l'amnistie des personnes condamnées pour des raisons politiques après le coup d'État de 2009.

Elle interdit en mars 2022 l'exploitation minière à ciel ouvert, la déclarant nocive pour l'environnement et les populations. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme a salué une décision conforme « au principe de justice climatique et à la protection des ressources naturelles, de la santé publique et de l'accès à l'eau en tant que droit de l'Homme ». Les acteurs du secteur miniers ont en revanche contesté cette mesure.

*Le 25 novembre 2022, un état d'urgence est décrété pour faire face à la criminalité [6].*

# 3 Le Guatemala

## 3.1 La guerre civile (1960-1996)

Le conflit armé guatémaltèque est une guérilla qui oppose entre 1960 et 1996 la junte militaire au pouvoir à divers groupes rebelles de gauche soutenus par les peuples autochtones mayas et les paysans ladinos qui constituent l'ensemble de la population pauvre des zones rurales.

Né du soulèvement d'officiers le 13 novembre 1960 contre la corruption extrême du régime de Miguel Ydígoras Fuentes soutenu par les États-Unis, le conflit prend fin en 1996 par un accord de paix signé entre les groupes armés et le gouvernement grâce à l'action de la Mission des Nations unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (Minugua).

Le conflit mêle des causes sociales, économiques, politiques et ethniques. Il fera plus de 200 000 morts, des dizaines de milliers de disparus et plus d'un million de déplacés. La Commission pour l'éclaircissement historique attribue 93

% de ces violences aux troupes gouvernementales, 3 % aux groupes guérilleros et 4 % à des acteurs non-identifiés [7quarto].

### 3.2 De 1986 à 2000

À son inauguration en janvier 1986, le gouvernement civil du président Cerezo annonça que ses priorités seraient de mettre fin à la violence politique et d'établir un règne de la loi au pays. Les réformes comprenaient de nouvelles lois sur le habeas corpus et l'amparo (protection ordonnée par la Cour), la création d'un comité législatif sur les droits humains et l'établissement, dès 1987, de l'Office de l'ombudsman pour les droits humains. La Cour Suprême adopta également une série de réformes pour éliminer la corruption et améliorer l'efficacité du système judiciaire.

Le bilan de l'administration Serrano fut plutôt décevant. Elle eut du succès dans la consolidation du pouvoir militaire aux mains des civils, remplaçant de nombreux officiers expérimentés tout en persuadant l'armée à participer aux négociations de paix avec l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG). Serrano entreprit de reconnaître, malgré les critiques, la souveraineté du Belize. Le gouvernement réussit à renverser la tendance négative de l'économie, réduisant l'inflation et engrangeant une croissance réelle.

### 3.3 Coup d'État de 1993

Le 25 mai 1993, Serrano fit dissoudre illégalement le Congrès, sous ce qui fut appelé le l'autogolpe, toujours avec l'appui de la CIA et la Cour Suprême et tenta de restreindre les libertés civiles, disant vouloir éliminer la corruption. Cette tentative d'établissement d'une dictature fit face à un peuple guatémaltèque uni contre ces mesures, à de nombreuses pressions de la communauté internationale et à l'éventualité d'une intervention de l'armée guatémaltèque, qui reconnaissait la décision de la Cour constitutionnelle, qui vota contre la tentative de coup d'État. Face à ces pressions, Serrano s'exila du pays.

Le 5 juin 1993, le Congrès, suivant les règles de la Constitution de 1985, élit Ramiro de León Carpio, alors Ombudsman des droits humains, pour terminer la session présidentielle de Serrano. Il lança un ambitieux programme d'élimination de la corruption afin de "purifier" le Congrès et la Cour Suprême, demandant la démission de tous les membres des deux entités.

### 3.4 Le président Alfonso Portillo (1999-2003)

Le Guatemala eut de nouvelles élections présidentielle, législatives et municipales le 7 novembre 1999 et une course à l'élection présidentielle le 26 décembre de la même année. Dans la course du 26 décembre, Alfonso Portillo du FRG récolta 68 % du vote.

Le président Portillo s'arrangea pour conserver des liens forts avec les États-Unis tout en améliorant la coopération du pays avec le Mexique, en travaillant activement dans le processus d'intégration du pays à l'Amérique centrale et à l'hémisphère ouest. Il supporta également la libéralisation continue de l'économie, l'augmentation du capital humain et l'infrastructure, l'établissement d'une banque centrale. Il s'adonna aussi à un renforcement de la perception des taxes au pays au lieu d'opter pour une augmentation [7quarto].

### 3.5 Au 21<sup>e</sup> siècle

Faisant face à un taux de criminalité très élevé, à des problèmes de corruption publique, à une intimidation constante dirigée envers des activistes pour les droits humains, des juristes, des journalistes et des témoins des tribunaux, le gouvernement débuta pour la première fois, en 2001, des tentatives de réconciliation nationale afin de trouver des solutions à ces problèmes récurrents.

En juillet 2003, de nombreuses manifestations déambulèrent dans la capitale, forçant la fermeture de l'Ambassade des États-Unis alors que les partisans de Ríos Montt demandaient son retour au pouvoir. Ils demandaient, entre

autres, que soit abolie l'interdiction imposée par le gouvernement, qui empêchait ce dernier de se présenter en tant que candidat présidentiel aux élections de 2003. Les manifestants reçurent un repas gratuit de la part du Front révolutionnaire du Guatemala en échange de leur participation.

Le 9 novembre 2003, Óscar Berger, l'ancien maire de Guatemala Ciudad, gagne l'élection avec près de 38,8 % des voix, contre près de 11 % pour l'ex-dictateur Ríos Montt, qui termina troisième après Álvaro Colom, candidat du centre-gauche.

Depuis le début de l'année 2013, des associations alertent sur la recrudescence du « nettoyage social » au sein des dirigeants et communautés mayas militant pour la défense de leurs territoires et ressources naturelles, dont souhaiteraient s'emparer certaines grandes entreprises. Cent soixante-neuf attaques de défenseurs des droits humains ont eu lieu au premier trimestre 2013 selon l'Unité de protection des défenseurs du Guatemala<sup>11</sup>.

Le 25 octobre 2015, Jimmy Morales est élu président de la République sous les couleurs du Front de convergence nationale.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), « au Guatemala, le coefficient de Gini – qui mesure les inégalités de revenus – s'élève à 0,63, l'un des plus hauts taux du monde ». Le pays est l'un des seuls du continent américain à ne pas avoir enregistré de diminution de la pauvreté durant la période de cours élevés des matières premières exportées (2000-2015). Au contraire, elle augmente de 7 %, pour atteindre en 2017, 66,7 % des Guatémaltèques, dont 86,6 % des seuls indigènes [7quarto].

### 3.6 Le nouveau président du Guatemala Alejandro Giammattei

Alejandro Giammattei, directeur du système pénitentiaire de 2005 à 2007, il est candidat aux élections présidentielles de 2007, 2011, 2015 et 2019.

Giammattei est le candidat du parti Vamos à l'élection présidentielle de 2019 avec Guillermo Castillo Reyes pour colistier et candidat au poste de vice-président. Il termine deuxième à l'issue du premier tour le 16 juin avec 13,95 % des voix, mais remporte le second tour contre Sandra Torres le 11 août avec 57,96 % des voix dans un contexte de forte abstention (plus de 55 %). Il entre en fonction le 14 janvier 2020 pour un mandat de quatre ans [7].

### 3.7 Histoire récente (sous Alejandro Giammattei)

Le Guatemala connaît une crise politique en novembre 2020 à la suite de l'adoption d'un budget controversé. La plupart des fonds sont destinés à des infrastructures gérées par le secteur privé et négligent la lutte contre la pauvreté et la malnutrition infantile, qui touche près de la moitié des enfants de moins de cinq ans, tout en générant une hausse de la dette publique. Le Parlement est incendié à la suite de la répression d'une manifestation par la police, tandis que le vice-président, Guillermo Castillo Reyes, appelle Alejandro Giammattei à démissionner pour « le bien du pays ». Cette crise intervient alors que le gouvernement faisait également face à des critiques pour sa gestion de la pandémie de Covid-19, les hôpitaux s'étant rapidement retrouvés saturés et le ministère de la Santé étant accusé d'avoir caché des informations sur la pandémie.

Alejandro Giammattei démet de ses fonctions en juillet 2021 le chef du bureau du procureur spécial contre l'impunité, qui entendait enquêter sur des cas de corruption liés au président. Il quitte peu après le pays pour « protéger [s]a vie et [s]on intégrité ». Cette décision controversée est suivie de manifestations appelant le président à démissionner. Le gouvernement accentue par la suite la répression contre les juges, avocats et procureurs liés à la lutte contre la corruption ; plusieurs anciens enquêteurs du Parquet spécial contre l'impunité (FECI) et de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig) sont arrêtés en 2022 et des dizaines d'autres contraints de s'exiler.

La police arrête fin juillet 2022 le journaliste José Rubén Zamora, fondateur du quotidien El Periódico, et perquisitionne le siège du journal qui a accusé le président Alejandro Giammattei et la procureure générale Consuelo Porras de corruption<sup>14</sup>. Dans les campagnes, les communautés autochtones qui défendent leurs territoires et les mouvements paysans sont réprimés<sup>15</sup>. Les assassinats sélectifs de leaders sociaux (paysans, écologistes, syndicalistes) se poursuivent année après année, sans réaction de la justice<sup>16</sup>. Une nouvelle loi sur les ONG autorise le président à interdire toute association qu'il soupçonne de «troubler l'ordre public» et prévoit des mécanismes pour les étouffer financièrement.

La Fédération internationale pour les droits humains, l'Organisation mondiale contre la torture et d'autres ONG alertent en 2022 sur le « renforcement du régime autoritaire » au Guatemala et déclarent que le pays « *est confronté à un phénomène inquiétant d'emprise et de contrôle des institutions publiques par les élites économiques et politiques* » [7].

### 3.8 Politique antiavortement et répression des homosexuels

En 2022, il augmente les peines de prison pour avortement (qui passent de trois ans à dix ans), interdit l'éducation sexuelle dans les écoles et déclare les homosexuels « *groupes minoritaires incompatibles avec la moralité chrétienne* » [7]. Les Églises évangélistes, puissantes dans le pays, promeuvent les thérapies de conversion [7bis].

### 3.9 Soupçons de corruption

Le site d'investigation salvadorien El Faro révèle en février 2022 qu'Alejandro Giammattei est accusé « d'avoir financé sa campagne [de 2019] avec des pots-de-vin versés par une entreprise de construction ». Le président guatémaltèque aurait négocié avec José Luis Benito, ministre au sein du gouvernement de Jimmy Morales, « une contribution de 2,6 millions de dollars à sa campagne électorale (...) En échange de cet argent Giammattei a promis au ministre (...) de le maintenir en poste pendant un an pour qu'il puisse continuer à mettre en œuvre un système de corruption de plusieurs millions de dollars dans le cadre de contrats de construction et d'entretien de routes » [7].

### 3.10 Prises de position

Giammattei promet de rétablir la peine de mort pour aider à « écraser les gangs violents, lutter contre la pauvreté pour mettre fin à la migration et à la corruption dégoûtante ».

Il se prononce contre le mariage homosexuel et la légalisation de l'avortement.

Lors de son déplacement en Israël en décembre 2019, il s'engage à faire déclarer le Hezbollah libanais « organisation terroriste », déclarant que « les amis d'Israël sont les amis du Guatemala, et les ennemis d'Israël sont nos ennemis. »

En 2019, il qualifie le gouvernement vénézuélien de « dictature » et déclare vouloir maintenir la même ligne diplomatique que son prédécesseur Jimmy Morales à l'égard du Venezuela, pays avec lequel le Guatemala a rompu ses relations diplomatiques [7].

## 4 Le Nicaragua

### 4.1 Une longue tradition de successions de dictatures

Pendant longtemps, le Nicaragua a été sous la coupe de la dictature de la famille Somoza [10].

La première opposition au régime de Somoza vient des classes moyennes et supérieures, généralement conservatrices. Mais du fait de lois liberticides, de nombreux opposants ont fui le pays, exilés aux États-Unis. Pedro Chamorro, rédacteur en chef du journal La Prensa est une exception notable. Très populaire dans le pays, sa réputation internationale et son rejet de la violence le rendent intouchable pour le régime [10].

L'opposition libérale est progressivement éclipsée par une approche plus radicale de la part des marxistes [10].

### 4.2 L'opposition et la prise de pouvoir sandinistes

Le 27 décembre 1974, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), un mouvement de guérilla, d'obédience marxiste, s'empare de 30 otages, dont le beau-frère du dictateur Somoza (Opération Décembre victorieux). Celui-ci accepte les demandes des preneurs d'otage : rançon d'un million de dollars, diffusion d'une déclaration du FSLN à la radio, libération de 14 de ses membres. L'incident humilie le gouvernement et rehausse le prestige du FSLN.

La loi martiale est déclarée, et la Garde nationale commence à raser des villages de la jungle soupçonnés de soutenir les rebelles. Des groupes de défense des droits condamnent les actions, mais le président américain Gerald Ford refuse de rompre l'alliance des États-Unis.

Le pays bascule dans la guerre civile. En 1978 le journaliste Pedro Chamorro est assassiné par la Garde nationale. 50 000 personnes suivent ses funérailles. Des grèves de protestation, exigeant la fin de la dictature sont organisées. Les sandinistes intensifient leurs actions.

Devant l'impopularité des Somoza, les États-Unis décident de lui retirer leur appui.

Le 19 juillet 1979, les sandinistes entrent dans Managua, la capitale.

Jimmy Carter refuse l'aide militaire que Somoza demandait. Ce dernier quitte le pays avec sa famille [10].

### 4.3 Période sandiniste (1979-1990)

Le 17 juin 1979, un gouvernement provisoire dénommé Junta gouvernementale de reconstruction nationale, (Junta de Reconstrucción Nacional), présidé par Daniel Ortega et composé de quatre autres membres Violeta Barrios de Chamorro, Moisés Hassan, Sergio Ramírez et Alfonso Robelo prend le pouvoir.

Le FSLN appliqua un ambitieux programme de réformes sociales. La réforme agraire permit la distribution de 5 millions d'acres de terres à environ 100 000 familles, une campagne d'alphabétisation a été lancée et le système de santé fut sensiblement amélioré. De nombreux centres de santé sont également construits et des campagnes de vaccination aboutirent à l'élimination de la polio et au recul de différentes maladies. Dans le même temps, le FSLN engage une politique de nationalisations et affirme son intention de construire une économie mixte. Dans les premières années du gouvernement sandiniste, près de la moitié du budget national est affecté à l'éducation et à la santé contre près de 20 % pour la Défense.

Les sandinistes remportent les élections, organisées le 4 novembre 1984, avec 66 % des voix.

Cependant l'administration Reagan les déclare frauduleuse et indique qu'elles ne peuvent que détériorer les relations des États-Unis avec le Nicaragua.

Le gouvernement de Daniel Ortega, désormais uniquement constitué de membres ou sympathisants du FSLN, mit alors en application une série de réformes de type marxiste-léniniste inspirées de son programme exposé en 1969 et se rapprochèrent du bloc de l'Est.

La Prensa, puisant journal détenu par Violeta Barrios de Chamorro, fut parfois soumis à des restrictions pour son opposition au gouvernement [10].

#### 4.4 États-Unis et Contras

Les contre-révolutionnaires (les Contras, notamment soutenus et entraînés par la dictature argentine dans le cadre de l'Opération Charly) se constituent et attaquent le régime sandiniste. Les contras regroupent des ex-somozistes, des membres de la Garde Nationale, des Indiens soucieux de conquérir leur autonomie et des paysans propriétaires inquiétés par les collectivisations. Les contras bénéficient de l'aide<sup>4</sup> des États-Unis qui ne voulaient pas voir un deuxième régime socialiste et anti-américain s'installer en Amérique, après la révolution cubaine. Les États-Unis autorisent aussi des opérations de sabotage (minage du port de Corinto, destruction de récoltes, etc.) en plus d'imposer un embargo total contre le Nicaragua à partir de 1985. De 1982 à 1984, les Contras passent de 500 à 15 000 membres.

Pour faire face à la guerre, le gouvernement sandiniste mis en œuvre une politique de conscription pour tous les hommes âgés de 17 à 35 ans. Cette mesure fut particulièrement impopulaire auprès des Indiens Misquitos, déjà fortement éprouvés sous les Somozistes et peu intégrés à la nation nicaraguayenne, qui constituèrent une base sociale certaine pour les groupes de Contras. Selon une estimation de l'ONU, environ 10 000 d'entre eux furent déportés par les forces sandinistes dans des régions pleinement sous contrôles du gouvernement, pour éviter qu'ils ne soient recrutés par les groupes armés.

Les États-Unis, alors dirigés par le président Ronald Reagan décrétèrent un embargo et vinrent en aide aux Contras en les entraînant, les armant, les finançant et les approvisionnant à partir de 1982.

Le financement des Contras fut officiellement suspendu par le Congrès après quelques années, ce qui contraignit l'administration Reagan à rechercher des financements illégaux via les trafics d'armes et de drogues.

Les affrontements firent 57 000 victimes, dont 29 000 morts (dix ans auparavant, la lutte contre Somoza avait déjà fait 40 000 victimes). Apprenant l'aide américaine, le gouvernement de Daniel Ortega porta plainte contre les États-Unis en 1984 devant la Cour internationale de justice. Le 27 juin 1986, la cour ordonna aux États-Unis de cesser d'apporter leur soutien aux opposants au régime, et pour avoir « rompu leur obligation dictée par le droit international de ne pas utiliser la force contre un autre État », les condamna à verser 17 milliards de dollars de dédommagements au Nicaragua pour les dégâts causés par les Contras. L'administration américaine refusa de se soumettre à ce jugement. L'aide aux Contras continua jusqu'en 1989 notamment après qu'éclate le scandale de l'Irangate en 1986 [10].

#### 4.5 L'après-sandinisme

Les élections de 1990 virent la victoire de Violeta Chamorro (54,2 % des voix) sur Daniel Ortega qui, prenant acte de sa défaite, déclara qu'il continuerait à « gouverner d'en bas », déclaration qui détourna de lui les populations car elle rappelait son attitude au sein de la coalition de 1979.

La défaite de Daniel Ortega mit fin à l'embargo américain. Une politique économique libérale d'ajustements structurels supervisée par le FMI et la Banque mondiale, ayant pour conséquence la remise en cause de progrès sociaux de la période sandiniste, est mise en œuvre sous surveillance des États-Unis. Le Nicaragua connaît une régression sociale importante qui culmine avec l'apparition de famines à la fin de la décennie. Soixantième sur l'échelle du développement humain des Nations unies en 1990, le Nicaragua descend au 116<sup>e</sup> rang en une décennie.

En 1996, Arnaldo Alemán (conservateur, ancien somoziste), dirigeant du parti centre-droit Alliance libérale, devint président de la République. En fin de mandat, de forts soupçons de corruption pesaient sur lui et il fut condamné à 20 ans de prison pour détournement de fonds en 2003. En 1998, l'ouragan Mitch s'abattit sur le pays et y fit de nombreux dégâts. Le parti libéral constitutionnaliste conserve le pouvoir en 2001 avec l'élection d'Enrique Bolaños, ancien vice-président de Arnaldo Alemán. En 2005, l'augmentation du coût de la vie entraîne des manifestations qui dégénèrent violemment.

En 2006, l'ancien dirigeant sandiniste Daniel Ortega, soutenu par le président vénézuélien Hugo Chávez, prend sa revanche et remporte le scrutin présidentiel dès le premier tour [10].

#### 4.6 Retour du sandiniste, Daniel Ortéga, réforme sociale et dictature

Daniel Ortega prend ses fonctions le 10 janvier 2007 et choisit comme vice-président un ancien Contras. Il est réélu le 6 novembre 2011. Sa politique vise à entretenir des relations non conflictuelles avec le patronat tout en favorisant certaines avancées sociales. Les résultats sont jugés relativement bons en matière de réduction de la pauvreté et de développement économique, permettant une avancée significative dans les campagnes de l'eau et de l'électricité ; l'octroi de plus de 138 000 titres de propriété en faveur des classes populaires ; la réduction de la mortalité infantile (de 90 à 50 pour 100 000) ; la construction de dix-huit nouveaux hôpitaux ; la gratuité de l'éducation et de la santé ; une administration plus efficace ; une nouvelle loi fiscale introduisant le concept de « progressivité » ; la construction ou l'amélioration de 900 kilomètres de route ; une série de programmes sociaux – « Tous avec toi », « Les rues pour le peuple », « Usure zéro » (prêt solidaire à des femmes pour la création de petites entreprises), l'alimentation pour les enfants des écoles, les « paquets scolaires » (cahiers, crayons, règles, etc.) ».

##### Dictature et atteinte aux droits de l'homme

Très loin de la situation de certains des pays de la région comme le Honduras, le Salvador et le Guatemala, gangrenés par des gangs meurtriers, le Nicaragua est aujourd'hui l'un des pays les moins violents du continent (taux d'homicides de 8 pour 100 000 habitants en 2015, le plus faible d'Amérique centrale et l'un des plus faibles d'Amérique latine après le Chili, la Bolivie et Cuba). Les autorités privilégient la prévention et les forces de police entretiennent un contact social avec la population, en organisant différentes activités et en accompagnant la réinsertion des personnes anciennement liées à la criminalité<sup>11</sup>. Le pays est par ailleurs félicité par la FAO en 2015 pour la réduction significative de la sous-nutrition en l'espace de quelques années<sup>12</sup>.

En 2018, à la suite d'une réforme de la sécurité sociale, des manifestations quotidiennes sont réprimées. Des barricades sont organisées et les affrontements avec la police font en quelques mois entre 200 et 300 morts.

La presse liée au pouvoir les présente comme des « terroristes » voulant réaliser un « coup d'État ». Début octobre les rassemblements de l'opposition avaient été interdits et ses leaders sont depuis traqués jusqu'à leur domicile, comme le mentionne une mission de l'ONU. Les protestataires reprochent notamment au président Ortega d'avoir dévoyé la révolution sandiniste, de s'être enrichi grâce aux aides vénézuéliennes et de tout faire pour se maintenir au pouvoir. Le Figaro estime ainsi qu'« il s'est mué en tyran » et « gouverne par la peur et la violence ». Le système médiatique est cadenassé, les grandes chaînes de radio et de TV, ainsi que les compagnies de publicité, ayant été distribuées à des proches du chef de l'État et de son épouse, les médias d'opposition devant fonctionner dans la clandestinité<sup>31</sup>. La vice-présidente Rosario Murillo, par ailleurs son épouse, gère la communication du régime en assimilant depuis les chaînes télévisées d'État les opposants à des « vampires assoiffés de sang »<sup>20</sup>. Des lois obligent les médias et les ONG financés par des fonds étrangers de se signaler aux autorités et autorisent l'emprisonnement des personnes diffusant des informations que les autorités estiment fausses.

Humberto Ortega a demandé à son frère de libérer les candidats à la présidentielle et la transparence des élections.

Daniel Ortega, à cause de violations répétées des droits de l'homme qui font l'objet de critiques d'ONG comme Amnesty International, est qualifié de « dictateur des temps modernes » par le site d'investigation latino-américain Connectas ? relayé par Courrier international, tandis que son régime est fréquemment considéré comme ayant pris un tournant autoritaire.

Il est candidat à sa réélection pour l'élection présidentielle de 2021. En vertu d'une loi votée en 2020, cinq candidats déclarés ou putatifs sont emprisonnés ou détenus à domicile, dont Cristiana Chamorro, qui apparaissait comme sa concurrente la plus menaçante. Par ailleurs, depuis le printemps, une centaine de personnalités politiques et de militants des droits de l'homme ont été arrêtés, soulevant les critiques de l'ONG Human Rights Watch, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et de l'ONU, tandis que les États-Unis prennent des sanctions contre les autorités du pays. Des médecins alertant sur la pandémie de Covid-19 sont aussi inquiétés. Pour Daniel Ortega, ses opposants ne sont que des « criminels qui cherchent à le renverser avec l'aide des États-Unis ». Un certain nombre s'exilent à l'étranger. Daniel Ortega est finalement réélu avec son épouse.

Début 2023, le nombre de prisonniers politiques au Nicaragua est évalué par les organisations de défense des droits de l'homme à environ 240 personnes (anciens candidats à la présidentielle, dissidents du mouvement sandiniste ou encore des prêtres). Le 9 février, 222 d'entre eux sont libérés et expulsés vers les États-Unis. Mais l'évêque Rolando Alvarez, très critique envers le régime, refuse l'exil forcé. Il est alors condamné à 26 ans de prison [11].

## 5 L'attitude des USA face à ces autocraties ou dictatures

### 5.1 Face à Nayib Bukele et son autocratie au Salvador

Nayib Bukele rompt les relations diplomatiques avec le Venezuela, expulse les diplomates vénézuéliens et reconnaît l'opposant Juan Guaidó comme nouveau président de ce pays. Sa décision est saluée par l'ambassade des États-Unis.

Mais ses rapports avec les États-Unis se détériorent en 2021, à la suite d'un rapprochement commercial avec la Chine, qui a procuré au Salvador des vaccins contre la Covid-19 et une aide économique. Les autorités américaines publient en réaction une liste de « *fonctionnaires corrompus* » appartenant à l'entourage de Nayib Bukele, incluant notamment son chef de cabinet, l'ancien ministre de la Sécurité et le président du parti GANA [1].

### 5.2 Face à Xiomara Castro, présidente du Honduras

Durant l'élection présidentielle de 2021, Xiomara Castro a été accusée pendant la campagne de communisme et de sympathies pour le Venezuela et Cuba.

Xiomara Castro est confrontée à la forte vulnérabilité du Honduras face aux pressions américaines visant à maintenir le Honduras au sein des régimes de libre-échange régionaux et la présence de l'armée américaine sur son territoire [6].

### 5.3 Face à Alejandro Giammattei, président du Guatemala

Les prises de positions de Giammattei sont plutôt proches de celles des USA :

- Il maintient de de la rupture des relations diplomatiques de son pays, le Venezuela, qualifiant le gouvernement vénézuélien de « dictature », en 2019.

- En décembre 2019, lors d'un voyage en Israël, il déclare « les amis d'Israël sont les amis du Guatemala, et les ennemis d'Israël sont nos ennemis. » et il s'engage à faire déclarer le Hezbollah libanais « organisation terroriste » [7].

## 5.4 Face à Daniel Ortega et sa dictature au Nicaragua

En novembre 2018, Donald Trump signe un « ordre exécutif » déclarant le gouvernement du Nicaragua « menace pour la sécurité nationale » des États-Unis. En décembre, il approuve le « Nicaraguan Investment Conditionality Act », qui autorise des sanctions contre le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et permet de restreindre l'accès du Nicaragua aux prêts internationaux [9].

Le président américain Joe Biden qualifie le scrutin des élections présidentielles de 2021, qui voit Ortega reconduit, joué d'avance et condamné par la communauté internationale, de « comédie » [9].

## 6 Bibliographie

[1] *Nayib Bukele* [Président du Salvador], [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nayib\\_Bukele](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nayib_Bukele)

[2] *Óscar Martínez* [journaliste salvadorien], <https://www.babelio.com/auteur/Oscar-Martinez/526277>

[3] *Les images de la plus grande prison d'Amérique dévoilées*, AFP, 2 février 2023, <https://www.nouvelobs.com/monde/20230202.OBS69072/les-images-de-la-plus-grande-prison-d-amerique-devoilees.html>

Au Salvador, cette « méga-prison pour gangsters » pourra accueillir jusqu'à 40 000 détenus. Un établissement qualifié de « honte » par le directeur de la Commission des droits de l'homme du pays.

[3bis] Salvador,

[4] *ARTE Reportage. Salvador : Vivre sous Bukele*, 03/02/2023, <https://www.arte.tv/fr/videos/111427-000-A/salvador-vivre-sous-bukele/>

[5] *Honduras*, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Honduras>

[6] *Xiomara Castro*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Xiomara\\_Castro](https://fr.wikipedia.org/wiki/Xiomara_Castro)

[7] *Alejandro Giammattei* [Président du Guatemala], [https://fr.wikipedia.org/wiki/Alejandro\\_Giammattei](https://fr.wikipedia.org/wiki/Alejandro_Giammattei)

[7bis] *Guatemala*, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Guatemala>

[7ter] *Histoire du Guatemala*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Guatemala](https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Guatemala)

[7quarto] *Conflit armé guatémaltèque*,

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Conflit\\_arm%C3%A9\\_guat%C3%A9malt%C3%A8que](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conflit_arm%C3%A9_guat%C3%A9malt%C3%A8que)

[8] *Nicaragua*, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Nicaragua>

[9] *Daniel Ortega [José Daniel Ortega Saavedra]*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Daniel\\_Ortega](https://fr.wikipedia.org/wiki/Daniel_Ortega)

[10] *Histoire du Nicaragua*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Nicaragua](https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Nicaragua)

[11] *Nicaragua: l'évêque Rolando Alvarez condamné à 26 ans de prison pour avoir refusé l'exil forcé*, 12/02/2023, <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230212-nicaragua-l-%C3%A9v%C3%AAque-rolando-alvarez-condamn%C3%A9-%C3%A0-26-ans-de-prison-pour-avoir-refus%C3%A9-l-exil-forc%C3%A9>

Au Nicaragua, l'une des voix les plus critiques à l'égard du régime dictatorial du président Daniel Ortega vient d'être condamné à 26 ans de prison. Monseigneur Rolando Alvarez, l'évêque de Matagalpa dans le nord du pays, avait refusé de monter à bord de l'avion qui avait amené, ce jeudi, 222 prisonniers politiques aux États-Unis.

## Table des matières

1	Le Salvador.....	1
1.1	Un pays violent et criminel.....	1

1.2	Le nouveau président Nayib Bukele Ortiz .....	1
1.3	Élection présidentielle de 2019 .....	2
1.4	Politique sécuritaire.....	2
1.5	Répression des journalistes et de l'opposition.....	2
1.6	Style, communication, populisme .....	3
1.7	Politique étrangère.....	3
1.8	Prises de position.....	4
2	Le Honduras.....	4
2.1	Pays violent, à forte criminalité et très inégalitaire .....	4
2.2	Atteintes aux Droits de l'homme.....	5
2.3	Exercice du pouvoir de Xiomara Castro depuis 2021 .....	5
3	Le Guatemala.....	5
3.1	La guerre civile (1960-1996) .....	5
3.2	De 1986 à 2000.....	6
3.3	Coup d'État de 1993 .....	6
3.4	Le président Alfonso Portillo (1999-2003).....	6
3.5	Au 21 <sup>e</sup> siècle .....	6
3.6	Le nouveau président du Guatemala Alejandro Giammattei.....	7
3.7	Histoire récente (sous Alejandro Giammattei).....	7
3.8	Politique antiavortement et répression des homosexuels .....	8
3.9	Soupçons de corruption .....	8
3.10	Prises de position.....	8
4	Le Nicaragua .....	9
4.1	Une longue tradition de successions de dictatures.....	9
4.2	L'opposition et la prise de pouvoir sandinistes .....	9
4.3	Période sandiniste (1979-1990).....	9
4.4	États-Unis et Contras .....	10
4.5	L'après-sandinisme .....	10
4.6	Retour du sandiniste, Daniel Ortéga, réforme sociale et dictature .....	11
5	L'attitude des USA face à ces autocraties ou dictatures .....	12
5.1	Face à Nayib Bukele et son autocratie au Salvador.....	12
5.2	Face à Xiomara Castro, présidente du Honduras .....	12
5.3	Face à Alejandro Giammattei, président du Guatemala .....	12
5.4	Face à Daniel Ortega et sa dictature au Nicaragua .....	13
6	Bibliographie.....	13

